Document généré le 13 juil. 2025 22:00

Politique et Sociétés

Subir la victoire. Essor et chute de l'intelligentsia libérale en Russie (1987-1993), de Guillaume Sauvé, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2019, 277 p.

Félix-Antoine Cloutier

Volume 40, numéro 2, 2021

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1077877ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1077877ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)
1703-8480 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Cloutier, F.-A. (2021). Compte rendu de [*Subir la victoire. Essor et chute de l'intelligentsia libérale en Russie (1987-1993)*, de Guillaume Sauvé, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2019, 277 p.] *Politique et Sociétés*, *40*(2), 219–221. https://doi.org/10.7202/1077877ar

© Société québécoise de science politique, 2021

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

arbitraire par le ministère de l'Intérieur. Le virage néolibéral mène à une multiplication des agences actives à l'échelle locale, mais ne correspond pas à un retrait de l'État qui demeure l'interlocuteur principal des groupes lors des négociations. La « récompense-emploi » peut venir désamorcer le passage de ces groupes dans la politique contestataire alors qu'ils sont mis en compétition entre eux par les autorités et que l'évitement pragmatique du politique est valorisé.

Finalement, dans le chapitre 7, Montserrat Emperador Badimon décrit le rapport des diplômé·e·s chômeur·euse·s avec les autres acteur·rice·s de l'espace protestataire auprès desquels ils bénéficient d'une certaine légitimité en participant à différentes causes : l'émergence de l'altermondialisme au Maroc, la politique électorale et la mise sur pied des coordinations de lutte contre la vie chère à partir du milieu des années 2000 qui joueront un rôle important dans la diffusion d'une culture protestataire sur l'ensemble du territoire. Mais le pragmatisme autolimité qui caractérise leurs actions peut provoquer de la défiance. Par exemple, les hésitations des groupes de diplômé·e·s chômeur·euse·s face au mouvement du 20 février (M20F) qui émerge dans le sillage des soulèvements arabes de 2011 ont pu être interprétées comme une volonté de profiter de la conjoncture pour obtenir des emplois sans aller au bout des revendications démocratiques du mouvement.

À travers cette enquête, on accède à une meilleure compréhension de la période des années 1990 au Maroc marquée par l'émergence d'un espace protestataire dynamique malgré le maintien de l'autoritarisme. Au-delà du cas marocain, *Lutter pour ne pas chômer* profitera à ceux et celles qui s'intéressent aux phénomènes d'action collective et d'engagement militant en situation autoritaire. On retiendra l'attention accordée à restituer la complexité et la pluralité d'un mouvement, et à décrire le concret des pratiques protestataires et des quotidiens des militant·e·s.

Pierre-Luc Beauchesne
Département de sociologie, Université de Montréal
pierre-luc.beauchesne.1@umontreal.ca

Subir la victoire. Essor et chute de l'intelligentsia libérale en Russie (1987-1993), de Guillaume Sauvé, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2019, 277 p.

On trouve dans cet ouvrage une analyse des idées libérales ayant motivé l'un des plus grands bouleversements politiques du XXe siècle, soit la chute de l'Union soviétique. Guillaume Sauvé s'emploie à comprendre la responsabilité de l'intelligentsia libérale russe dans l'essor et l'essoufflement des ambitions démocratiques et réformatrices en URSS sous l'impulsion des réformes de Mikhail Gorbatchev ainsi que dans son État successeur, la Russie de Boris Eltsine. La perspective employée dans *Subir la victoire. Essor et chute de l'intelligentsia libérale en Russie (1987-1993)* est inédite, considérant que l'effondrement de l'URSS n'est guère observé sous l'angle des idéologies politiques dans la littérature. Tout au plus, les analystes perçoivent un certain « triomphalisme » ou une « désillusion » dans l'adhésion de l'intelligentsia russe aux idées libérales occidentales (p. 12-13). L'auteur situe ces débats idéologiques au moyen de plusieurs entrevues avec des acteurs de l'époque, ainsi qu'avec la consultation de près de 200 documents originaux.

Le livre se divise en deux grandes sections. Tout d'abord, la première partie de l'ouvrage s'engage à développer la vision de la morale des intellectuels libéraux russes lors de l'avènement de la *perestroïka* et de la *glasnost*. Ensuite, cette « perspective morale » est transposée aux circonstances qui entourent le développement d'un certain pluralisme en Union soviétique ainsi qu'en Russie.

Dans la section sur le développement des enjeux moraux, l'auteur débute en définissant ce qui compose le libéralisme russe de 1987 à 1993. Celui-ci est constitué simultanément des « idéaux » du socialisme humaniste et des « aspirations » du romantisme » (p. 20). En effet, ce qui distingue le libéralisme en Russie de celui de « l'Occident » est son « moralisme assumé » qui prétend pou-

voir améliorer les mœurs populaires dans le but d'avoir des bases solides où constituer la liberté. Le libéralisme russe a aussi de particulier qu'il s'oppose à la conception de la morale du marxisme-léninisme, mais l'utilise à des fins « instrumentales » pour l'État et la révolution. La perspective individualiste serait donc laissée pour compte dans cette équation. Ces débats ne sont toutefois pas entretenus que par l'intelligentsia libérale et les communistes alors que s'opposent aussi les nationalistes conservateurs et libéraux qui ont une conception plus traditionnelle de la morale. Pour ces deux groupes, la morale se trouve à l'intérieur de chacun, permet de rejeter le mensonge et se rattache aux valeurs paysannes traditionnelles. Cependant, ce qui divise les deux groupes nationalistes, c'est leur rapport aux pays occidentaux alors que les conservateurs s'opposent à tout rapprochement avec ceux-ci dans l'optique que la Russie doit poursuivre son cheminement historique unique.

L'intelligentsia libérale russe se trouve donc au centre du dialogue de la *perestroïka* par son combat contre l'héritage stalinien, sa volonté d'établissement de la démocratie et du libre marché ainsi que son désir d'un retour à la « civilisation mondiale » (p. 54). Pour ce faire, les libéraux mobilisent les valeurs universelles tout en évitant d'exclure entièrement le socialisme. La critique amenée est plutôt orientée vers la déconstruction de la structure artificielle (ou « système administratif de commandement ») qui engendre cynisme et corruption (p. 69). Pour démanteler cette charpente du parti-État, l'intelligentsia se lance dans une bataille sur les opinions et la vérité au sujet des réformes politiques entreprises par Gorbatchev. Le paradoxe de ce combat pour le pluralisme et la séparation du vrai du faux est qu'il génère, chez les libéraux, un monisme idéologique qui rejette les opposants de la perestroïka qui sont pour la plupart des communistes conservateurs.

Dans la partie sur la transposition des idées libérales au contexte réformateur et révolutionnaire russe, on constate rapidement que l'émulsion des idées qui suit la fin de la censure d'État n'apporte pas de dialogue constructif, mais plutôt des affrontements entre les idéologues des différentes conceptions morales. L'intelligentsia libérale collabore d'ailleurs avec Gorbatchev dans l'établissement des réformes, mais elle agit surtout comme opposition en ce sens qu'elle critique ouvertement le régime sans toutefois le contester. Cependant, cette collaboration s'effrite autour de 1990 alors que les libéraux russes s'impatientent devant le peu de volonté et d'empressement des réformes et une nouvelle direction contestatrice, qui abandonne l'idéal socialiste, est entamée sous l'égide de « Russie démocratique ». Ce mouvement connaît lui aussi une scission alors que les partisans d'une « main de fer » (ou d'une consolidation du régime), opposés aux « rouges-bruns » (communistes nationalistes), se heurtent à ceux qui souhaitent créer une réelle opposition autonome en Russie (p. 212). Ces divergences semblent, au premier coup d'œil, être un désaccord entre les pragmatiques et les idéalistes, mais l'auteur précise que cette perception d'une lutte binaire chez les libéraux ne reflète pas tout à fait la réalité. En effet, tout indique qu'un certain mélange entre les intellectuels des deux options s'est effectué et que les frontières idéologiques n'étaient pas si étanches. Finalement, ce sont les partisans de « la main de fer » qui l'emportent et les projets d'une opposition autonome pouvant remettre en cause le pouvoir disparaissent momentanément.

En guise de conclusion, Guillaume Sauvé rappelle que la démocratie ne dépend pas uniquement de la « forme » qu'elle emprunte, mais aussi de la « manière » dont elle est construite. Ainsi, l'intelligentsia libérale, malgré son importance dans l'établissement des changements politiques en URSS et en Russie, n'a pas su persuader jusqu'au bout de la pertinence de son option morale. Ce sont plutôt les partisans de la « main de fer » qui, à l'aide du spectre de la contre-révolution, ont détruit les aspirations démocratiques. Cette pratique autoritaire, apparue dès les premiers jours du nouvel État, est toujours d'actualité et caractérise encore la politique contemporaine russe.

Il est possible, croyons-nous, de soulever des questions méthodologiques en lien avec le choix des intellectuels libéraux interviewés. Bien qu'il soit évident que l'auteur discute de la transition idéologique-historique de l'Union soviétique vers la Russie, nous jugeons qu'il aurait été intéressant de voir les conceptions morales et libérales des intellectuels d'autres républiques socialistes soviétiques (RSS). En effet, l'emploi, en grande partie, d'intellectuels russes, ou de penseurs basés à Moscou laisse peu de place à l'influence des libéraux des autres RSS dans la *perestroïka*, la démocratisation et finalement l'éclatement de l'URSS. D'ailleurs, Sauvé n'hésite pas à employer des exemples d'autres États socialistes comme la Pologne ou l'Estonie comme points de comparaison ou d'inspiration pour l'intelligentsia russe. Ainsi, il aurait été pertinent, à notre avis, d'intégrer les conceptions morales d'acteurs provenant des autres entités fédérées afin d'entrevoir l'étendue des contestations du pouvoir soviétique.

En définitive, l'apport scientifique de cet ouvrage sur les idées, la démocratisation et la transition autoritaire en Russie est remarquable. Non seulement Guillaume Sauvé offre une lecture renouvelée et accessible au sujet de la chute de l'Union soviétique et de l'avènement d'un nouvel État, mais il intègre aussi une richesse dans les détails qui plonge le lecteur dans des débats longtemps ignorés dans le milieu universitaire. *Subir la victoire* a le potentiel d'être une ressource intéressante pour traiter des enjeux idéologiques de l'espace postsoviétique et il contribuera certainement à alimenter les discussions entourant cet événement marquant de l'histoire moderne.

Félix-Antoine Cloutier
Département de science politique, Université de Montréal
felix-antoine.cloutier@umontreal.ca

À l'école des eurocrates. La genèse de la vocation européenne, de Sébastien Michon, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Res Publica », 2019, 210 p.

Dans son ouvrage À l'école des eurocrates. La genèse de la vocation européenne, Sébastien Michon – chercheur au CNRS, membre du laboratoire SAGE (Sociétés, acteurs, gouvernement en Europe) à l'Université de Strasbourg – présente les résultats d'une enquête sur la formation des aspirant·e·s aux métiers de l'Europe politique. L'auteur remonte le fil des carrières d'un groupe large de professionnel·le·s de l'Europe qui comprend à la fois des agent·e·s des institutions de l'Union européenne (UE), des chargé·e·s de mission « Europe » de collectivités territoriales ou d'administrations nationales dans les États membres, du personnel de cabinets de relations publiques, d'entreprises, de fédérations professionnelles, d'associations, de syndicats, ou d'autres groupes d'intérêt qui traitent de politique européenne. L'ouvrage propose de retracer les trajectoires sociales et professionnelles des personnes qui se destinent à ces carrières liées à l'UE lors de leurs études et qui occuperont, ou non, ces postes à l'issue de leur parcours universitaire.

L'ambition de l'auteur est d'identifier les éléments qui poussent certaines personnes à investir les masters en affaires européennes en s'appuyant sur des acquis d'analyses néo-fonctionnalistes, constructivistes et de sociologie politique. L'ouvrage propose notamment d'examiner comment le soutien à l'intégration européenne peut agir comme moteur des trajectoires sociales et professionnelles ou comment les étapes de pré-socialisation jouent un rôle dans ces trajectoires. L'objectif est d'identifier les processus socialisateurs aux métiers de l'Europe, c'est-à-dire les cheminements au cours desquels les individus acquièrent des façons de faire, de penser et d'être.

Michon expose dans l'introduction le paradoxe qui l'a amené à entamer son projet de recherche : alors que l'UE traverse une